

Fiche de remarques

Comité de suivi interfonds 2014-2020

(Consultation écrite du 1^{er} au 14 décembre 2017)

Relecteur(s) Nom et Organisme : Département des Hautes-Alpes

Remarque(s) détaillée(s) :

Ordre du jour	Remarques
<u>FEDER-FSE</u>	<p><u>Bilan 2017</u></p> <p>Le fait de programmer de « gros dossiers » avec des montants FEDER importants accentue le risque de dégagement d'office. Pour 2017, le dégagement d'office s'opérerait en dessous du seuil de 15.6 M€ de FEDER mandatés. Même si les prévisions de la Région PACA sont estimées 15.8 M€ pour 2017, des problèmes informatiques ou financier d'un CSF, peuvent engendrer un risque de dégagement d'office. Il convient d'être vigilant.</p> <p><u>Stratégie de programmation 2018</u></p> <p>Sur la mesure Pi4c relative à l'efficacité énergétique, la maquette prévoit 30 M€ de FEDER. À ce jour, 6 M€ ont été attribués, 14 M€ sont en cours et il reste 10 M€ à consommer. Pour les appels à projet de 2018 et de 2019, il conviendrait de revenir aux critères d'éligibilité retenus en début de programmation qui intégraient les bâtiments publics. Au titre du FEDER, les communes rurales (petites communes inférieures à 3 500 habitants) pourraient ainsi déposer des dossiers pour la réhabilitation de leur patrimoine bâti (mairie, bibliothèque, ...) avec des énergies renouvelables... afin d'atteindre le seuil de 400 000 € HT de travaux éligibles. Ce qui n'a pas été possible sur l'année 2017 du fait que la mesure n'était ouverte qu'aux logements sociaux. Au regard des contraintes climatiques, cette mesure du FEDER reste une mesure importante pour le territoire alpin. Elle représente une des rares mesures auxquelles les porteurs de projet des Hautes-Alpes peuvent encore prétendre. Il serait donc bon de ne pas amputer l'enveloppe financière de cette mesure.</p> <p>La volonté de la Région PACA de soutenir en 2018 le développement des entreprises à travers le FEDER sur la recherche, l'innovation et la création de start-up est une stratégie logique. Cependant les seuils minimaux d'accès aux appels à projets ne correspondent qu'à un besoin géographique du territoire régional duquel les territoires alpins sont de fait exclus. En effet, certaines mesures pourraient être intéressantes pour le territoire haut-alpin, mais les conditions minimales d'éligibilité sur les montants sont un frein au développement des entreprises locales.</p>

<p><u>FEDER-FSE</u></p>	<p><u>Plan d'action 2017 pour l'évaluation</u> L'année 2017 représente la mi-parcours du programme et les cofinanceurs n'ont toujours pas accès à un logiciel de suivi des dossiers comme ils pouvaient avoir accès au logiciel PRESAGE utilisé lors de la génération précédente. Il y a un réel manque de transparence sur les avis, les financements. Les fonds européens sont assez complexes et les porteurs de projets souhaiteraient un peu plus de proximité territoriale, plus d'échanges. Les Départements pourraient remplir cette mission de proximité. Pour une meilleure étude des dossiers, le Département souhaiterait disposer d'un accès en consultation du logiciel « Synergie ».</p>
<p><u>FEADER</u></p>	<p><u>Bilan 2017</u> es mesures du développement rural ont été sous-consommées et il en résulte un reliquat FEADER de 7 M€ soit pratiquement 100% de l'enveloppe. Les besoins dans les territoires sont avérés mais il y a un manque de lisibilité sur le calendrier des appels à projets (un appel à projet en 2017 de juillet à décembre) pour une programmation courant 2018. Les territoires sont restés 15 mois sans appels à projets ouverts, et le calendrier des appels à projets n'est pas compatible avec l'ensemble des calendriers des financeurs (Etat, Région, Département) pour obtenir les décisions de financement. Pour mémoire, la 7.4.1 n'a eu que 3 appels à projets depuis 2014 tandis que la 7.6.5 en a eu 2 quand d'autres en ont eu jusqu'à 6. Ces deux mesures sont d'une importance capitale pour le développement de nos territoires alpins d'autant que les critères d'éligibilité au FEDER-FSE deviennent inaccessibles pour ces territoires. De plus, le fait que l'enveloppe Leader vienne juste d'être ouverte amplifie, la difficulté de développement de nos territoires.</p> <p><u>Stratégie de programmation 2018</u> Afin de sécuriser les instructions FEADER de la Région PACA, celle-ci a décidé de n'ouvrir qu'une date par an d'appels à projets pour les 2 mesures (7.4.1. et 7.6.5). Pour augmenter la consommation de cette enveloppe et de répondre aux besoins des collectivités locales alpines, il conviendrait pour 2018, d'ouvrir au moins 2 appels à projets plus courts sur la durée, avec des enveloppes plus conséquentes. Il serait très dommageable pour nos territoires que la Région PACA ampute cette enveloppe au profit d'autres mesures.</p>

<p>FEADER</p>	<p><u>Plan d'action 2018 pour la communication</u> Le plan de communication prévoit beaucoup d'actions à destination du grand public avec notamment l'achat d'espaces publicitaires dans les quotidiens régionaux pour 96 000 € et dans les TER et aribus pour 52 800 €. Des réunions pourraient être réalisées dans chaque département pour indiquer ce que finance l'Europe dans la vie quotidienne des citoyens et les mécanismes des fonds européens aux élus et différents porteurs de projets. Avec un dispositif plus pédagogique, l'institution européenne paraîtrait moins loin du et pour le citoyen.</p> <p><u>Etat de la mise en œuvre</u> Pour un problème de développement de logiciel, - des dossiers sont programmés mais ne peuvent pas être engagés financièrement et les porteurs de projets ne peuvent pas recevoir la subvention votée. - Les dossiers MAEC et BIO de 2016 n'ont pas été instruits, engagés et payés.</p> <p>Malgré la signature de conventions tripartites avec la Région PACA et l'ASP, le Département des Hautes-Alpes n'a toujours pas accès au logiciel de subvention ISIS.</p> <p>.</p>
<p>Remarques générales</p>	<p>Le fait de tout organiser par consultation écrite (comité de programmation, comité de suivi...), écarte, de fait, les élus des opportunités de débats qu'offrent les séances en présentiel.</p>